



ENSEIGNEMENT  
AGRICOLE PUBLIC



Monsieur le Ministre,

La première session d'épreuves communes de contrôle continu (E3C) doit se mettre en place dès cette semaine.

Malgré les alertes répétées de l'ensemble des organisations syndicales et des parents d'élèves, les problèmes se sont accentués ces dernières semaines : problèmes d'organisation, lourdeur de la procédure, qualité des sujets proposés, inégalités de conditions de passage et de traitement entre établissements et donc entre élèves.

Les problèmes matériels ne cessent de s'accumuler, de l'ouverture tardive de la banque nationale de sujets (BNS) aux difficultés posées par la correction dématérialisée (connexion, matériel, débit etc.). Les sujets proposés par la BNS ne correspondent pas dans de nombreux cas aux savoirs travaillés avec les élèves et n'ont de toute évidence pas été relus, les grilles d'évaluation apparaissent comme complexes et dénuées de sens par rapport aux exigences requises, l'absence de temps spécifique de concertation et de correction obère la possibilité du travail collectif...

**Dans l'enseignement agricole, s'ajoute à cela un accès retardé à la BNS (10 jours après les personnels de l'Éducation nationale), un manque d'information concernant la correction des copies numérisées ou encore une rémunération des correcteurs·rices.**

Alors que les épreuves débutent la semaine prochaine, il apparaît que rien n'est prêt, ce qui contribue au stress grandissant des élèves et des familles.

Les enseignant·es ne pouvant faire correctement leur travail, alors même qu'ils doivent faire face à une charge de travail très lourde du fait de la mise en place de la réforme, voient encore une fois leurs conditions de travail se dégrader.

Les équipes de vie scolaire et les personnels administratifs seront également sous pression pour préparer dans un temps record les différentes phases de la mise en place des E3C (édition des sujets, planning de passage, préparation des salles, scan des copies etc.).

**Pour toutes ces raisons, nous vous demandons solennellement, Monsieur le Ministre, de renoncer à cette session des E3C.**

Paris le 20 janvier 2020